

Géographie – Géopolitique

Béatrice Giblin

Professeur honoraire Université Paris 8

Fondatrice de l’Institut Français de Géopolitique

Directrice de la revue Hérodote, revue de géographie et de géopolitique.

Remerciements

Monsieur, le secrétaire perpétuel,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs, membres de l’Académie,

je vous remercie de me donner l’occasion de vous présenter les rapports entre la Géographie et la Géopolitique.

Désormais, le terme Géopolitique est constamment utilisé pour caractériser des situations très diverses ce qui a pour effet de contribuer à sa dévaluation.

C'est en France que ce grand retour est le plus manifeste. Il suffit de constater le succès des atlas géopolitiques, celui d'une émission de télévision comme *le dessous des cartes*, le choix fait par le ministère de l'éducation nationale d'enseigner la géopolitique au lycée, la multiplication des formations universitaires de géopolitique, y compris dans les Instituts de Sciences Politiques qui ont longtemps résisté à en reconnaître le bien-fondé.

En revanche, en Allemagne, le souvenir de la géopolitique nazie a rendu plus difficile ce retour et dans les pays anglo-saxons, les spécialistes de relations internationales ont défendu leur pré-carré disciplinaire au nom de son caractère scientifique, dont la géopolitique était à leurs yeux totalement dépourvue.

C'est pourquoi, aujourd'hui, seules les anciennes générations se souviennent du temps où ce terme était tabou

Il fut réemployé incidemment par un journaliste André Fontaine en 1979, à propos du conflit qui opposait le Cambodge au Vietnam, deux pays communistes, soutenus par la Chine, ce n'était pas un combat pour mettre la main sur des ressources économiques et encore moins un combat idéologique, il apparaissait que ces deux Etats se faisaient la guerre pour le contrôle d'une partie du delta du Mékong, donc pour du territoire. Ne sachant comment qualifier ce conflit, André

Fontaine avait fini par le dire « géopolitique ». Trois ans plus tard le géographe Yves Lacoste l'employait consciemment et volontairement, en donnant comme sous-titre à sa revue *Hérodote : revue de géographie et de géopolitique*.

Il eut même l'audace de l'utiliser pour l'analyse des régions françaises *Géopolitique des régions françaises* publié en trois gros volumes en 1986 aux éditions Fayard, ouvrage qui était une grande première.

Pourquoi Yves Lacoste décide-t-il de reprendre l'utilisation du terme géopolitique ?

1 La singularité de ce grand géographe

Pour le comprendre il faut revenir à son enfance au Maroc où il est né et où son père était géologue à la Société chérifienne des Pétroles. C'est au Maroc qu'il vit sa première expérience coloniale dont il a gardé une vision très positive. Français au Maroc il avait compris que ce pays bien qu'administré par des Français, n'appartenait pas à la France et que la culture marocaine devait être respectée. Il y revient en 1949 pour y faire son diplôme d'études supérieur en géomorphologie (équivalent de la première année de master). En 1952, jeune agrégé il demande à être nommé au lycée d'Alger. Le contraste entre les colonisations du Maroc et de l'Algérie le surprend. La situation algérienne lui donne à penser qu'elle ne pourra durer, aussi prendra-t-il publiquement le parti des combattants de l'indépendance dès novembre 1954, au point que par sécurité ses deux mentors Pierre George et Jean Dresch, professeurs à l'Institut de Géographie de Paris, lui conseillent fortement de rentrer à Paris.

Le rôle d'Yves Lacoste fut déterminant dans le retour de la géopolitique dans le monde universitaire en montrant que le raisonnement géographique gagne en efficacité quand il intègre le champ du politique. Son analyse si pertinente du bombardement des digues du fleuve rouge par les Américains pendant la guerre du Viet Nam en 1972, a conforté sa conviction de l'utilité d'un raisonnement géographique multiscalaire combinant le niveau local le plus précis – impact des bombes à proximité des digues pour les fragiliser et les rompre en cas de fortes moussons – le niveau régional – l'ensemble de la province d'Hanoï impactée par la désorganisation du réseau hydrographique du delta du fleuve rouge très peuplé – le niveau national - par l'impact qu'aurait eu une catastrophe apparemment naturelle sur le devenir de la guerre menée par les forces communistes et enfin au niveau mondial, les Etats-Unis étant directement impliqués dans ces bombardements.

Cette expérience sur le terrain en temps de guerre a conduit Yves Lacoste à écrire une sorte de manifeste « *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* », publié en 1976, ouvrage de petite taille mais à l'énorme retentissement dans la discipline mais aussi dans l'ensemble des sciences sociales. Il y affirmait la fonction stratégique du savoir géographique qui a précédé celle de l'enseignement.

2 Pour Yves Lacoste la géographie est fondamentalement un savoir stratégique

La parution du premier numéro d'*Hérodote* en février 1976 a pour couverture un montage réalisé par l'éditeur François Maspero : un bombardier américain au-dessus des digues du delta du fleuve rouge avec les impacts de bombe. ([diapo](#))

Dans la foulée de ce premier numéro Yves Lacoste publie dans la petite collection Maspero, célèbre à l'époque *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*. ([diapo](#))

Conscient que le savoir géographique ne commence pas avec son enseignement à l'Université et à l'école, mais que c'est un savoir très ancien au service des responsables politiques, il démontre qu'à l'époque de Péricles (Vème siècle avant JC) une partie des connaissances géographiques scientifiques sont en fait du renseignement. C'est pourquoi il fait le choix du titre *Hérodote* ([diapo](#)) au grand dam des historiens, quant aux géographes ils ne le comprennent pas. Hérodote est le plus souvent présenté comme un historien, alors qu'il enquête au service de Péricles sur les Barbares (les guerres médiques) que les Athéniens devront de nouveau affronter. Il a l'audace de rapporter dans ses « *enquêtes* » que ces soit - disant Barbares ne le sont pas tant que ça, ce qui lui vaudra d'être exilé.

La carte est l'outil indispensable des conquêtes, d'où sa grande valeur, d'autant plus qu'elles sont longues et difficiles à dessiner. Ainsi, les cartes des portulans portugais ([diapo](#)) sont très protégées, placées dans des coffres aux fermetures secrètes. Henri le Navigateur à la recherche des routes de l'or puisque ce métal n'arrivait plus à Ceuta, a commandé la reconnaissance des côtes africaines et leur cartographie précise c'est-à-dire le tracé des côtes, avec les ports et les havres dont les toponymes sont disposés à la perpendiculaire du littoral pour en faciliter la lecture. Les mers sont sillonnées de lignes géométriques, les « lignes de vents » indiquant la

direction des points cardinaux et permettant aux marins, à l'aide du compas de mer, de s'orienter et de fixer un cap.

Le renseignement géographique permet des conquêtes sans beaucoup d'hommes, en s'appuyant sur les tribus victimes de la domination d'autres tribus, éternel principe de diviser pour régner. Les rois de France, de Louis XIV avec la carte de Cassini et Louis XVI ([diapos](#)) avec son intérêt pour le voyage de Lapérouse, ont accordé une grande importance à la géographie.

Les raisons de l'éloignement de cette géographie liée et utile au pouvoir

La défaite de 1870

La connaissance de la géographie et de la lecture des cartes par les sous-officiers allemands leur ont permis de se déplacer en France sans n'y être jamais venus. La géographie allemande était à l'époque la plus importante au monde et enseignée à l'Université, Alexandre Von Humbolt étant le plus célèbre des professeurs de l'Université de Berlin. L'apprentissage de la géographie tant chez les militaires que chez les élèves de la Troisième République est dès lors apparu comme indispensable, d'autant plus qu'il devait servir aussi à renforcer l'amour de la patrie, comme c'était aussi le cas en Allemagne. Le *Tour de France de deux Enfants*, ([diapo](#)) ouvrage écrit par une inspectrice d'Académie, G Bruno, connut un immense succès avec de multiples rééditions.

De même, comme en Allemagne, l'enseignement de la Géographie fut lié à celui de l'Histoire, association du temps et de l'espace, héritage de Kant philosophe-géographe. Après la victoire de 1870, une chaire de géographie est créée à Metz par les Allemands, ce qui entraîne aussitôt la création d'une chaire de géographie à Nancy par les Français, chaire occupée par Vidal de la Blache, historien spécialiste de l'Antiquité grecque, considéré comme le père de la géographie universitaire française.

La préoccupation de ses premiers universitaires est de donner à la géographie un statut de discipline scientifique, d'institutionnaliser la discipline dont la première fonction sera désormais de former des professeurs de géographie qui sont d'ailleurs majoritairement des historiens même s'il n'existe qu'une seule agrégation d'Histoire/Géographie créée en 1831, la séparation des deux agrégations n'intervenant qu'en 1943.

Savoir stratégique, la géographie est désormais institutionnalisée en discipline universitaire. Toutefois, la fonction de renseignement perdure dans le monde du commerce et de l'entreprise. La création de la *Société de géographie* en 1821 Première société de géographie au monde suivie

de celle de Londres ; elle rassemble des explorateurs, des historiens, des naturalistes mais aussi des militaires et des entrepreneurs du négoce international. Elisée Reclus en fit partie.

Pourtant, au sortir de la Première Guerre mondiale, ces géographes universitaires ont discrètement continué à travailler pour le pouvoir politique, du moins n'en ont-ils pas fait état dans leurs travaux universitaires. Ainsi des géographes ont collaboré à la rédaction des traités en particulier Emmanuel De Martonne, gendre de Vidal de la Blache. Ayant fait sa thèse sur la Valachie, il avait une excellente connaissance du terrain et contribua à un découpage des frontières, favorable à la Roumanie au détriment de la Hongrie, avec l'appui de Clémenceau. Cette participation à la rédaction des traités est restée longtemps secrète, ou du moins discrète, car sans doute remettait-elle en cause l'objectivité scientifique dont se réclamaient ces universitaires.

Après la Seconde guerre mondiale, la majorité des géographes universitaires – il est vrai que la corporation n'était pas nombreuse – était membre du Parti Communiste, conséquence peut-être de la Résistance et intérêt pour un pays qui paraissait efficace dans la mise en valeur et l'aménagement de son territoire. Or en URSS, seule la géographie physique était enseignée, la géographie humaine apparaissant sûrement trop dangereuse.

Après le temps de la reconstruction, à partir des années 1960, les géographes universitaires se sont intéressés au développement économique et à l'aménagement du territoire.

Pourquoi le retour de la géopolitique ?

Comme cela a été dit, ce retour est d'autant plus étonnant que la géopolitique avait été disqualifiée par la géopolitique allemande dévoyée par le nazisme.

Avant même d'aborder les quatre facteurs majeurs de ce grand retour, il faut revenir sur les conditions dans lesquelles le qualificatif de géopolitique a surgi sous la plume d'un journaliste français.

Le tournant de l'année 1979

Cette année-là le Cambodge des Khmers rouges et le Viet Nam communiste, sont en guerre, guerre qui sera suivie de celle entre la Chine et le Viet Nam, la Chine ayant décidé de venir au secours de son allié cambodgien bien que le Viet Nam soit lui aussi son allié. Ces guerres ont fortement surpris les observateurs des affaires internationales. En effet, trois pays communistes, alliés contre l'impérialisme américain, frères en idéologie, se faisaient la guerre non pas pour des richesses minières ou pour défendre un combat idéologique mais simplement pour du

territoire, le delta du Mékong. André Fontaine, alors directeur du journal *Le Monde*, pour exprimer son incompréhension d'un tel conflit, le qualifia de « géopolitique ».

Cette même année 1979, l'armée soviétique intervient en Afghanistan pour défendre le gouvernement communiste afghan qui affrontait la révolte armée de plusieurs tribus menée au nom de la défense de l'Islam et des valeurs traditionnelles afghanes.

L'intervention soviétique dura dix ans sans succès ce qui surprit les observateurs : pourquoi une armée aussi puissante que celle de l'URSS n'arrivait-elle pas à vaincre les combattants de tribus qui n'étaient même pas toujours alliées entre elles ?

Toutefois, ce conflit était encore indirectement un conflit de la guerre froide, donc « classique » puisque les Américains soutenaient les combattants talibans dans leur guerre contre l'URSS, sans se préoccuper de leur radicalité religieuse alors que dans le pays voisin l'Iran, ces mêmes Américains montraient une hostilité farouche envers les mollahs et cette même radicalité religieuse, il est vrai qu'ils avaient renversé leur allié, le shah d'Iran.

En France ce retour du facteur religieux dans les conflits, en particulier dans l'affrontement entre l'Irak sunnite et l'Iran chiite, étonna.

Accélération du retour de la géopolitique dans les années 1990

1 Tout s'est accéléré à la suite de la chute du mur de Berlin (novembre 1989) suivie de l'éclatement de l'URSS en 1991. Cet éclatement fut à l'initiative de la Russie, situation totalement inédite dans l'histoire de l'effondrement des empires, puisque résultant de la volonté de son centre et non de celle de ses périphéries. L'équilibre – relatif – de la guerre froide entre les deux grandes puissances était donc volontairement rompu par l'un des deux adversaires. A ce moment précis, la victoire du modèle américain semblait définitive au point que l'historien américain Fukuyama a même théorisé « la fin de l'histoire », autrement dit la fin des guerres. L'effondrement économique de la Russie confortait cette conviction, les autorités russes faisant le choix du capitalisme, de la démocratie, de la liberté des médias, de l'ouverture des frontières etc. Preuve supplémentaire de cette normalisation des relations entre les deux anciennes grandes puissances rivales, le vote de la Russie en 1990 au Conseil de sécurité de l'ONU favorable à l'intervention américaine pour libérer le Koweït, envahi par l'armée de Saddam Hussein. Pour la première fois depuis la création du Conseil de Sécurité, et jusqu'à maintenant la seule, la Russie ne mettait pas son veto à une demande des Etats-Unis. Guerre menée au nom du respect de la souveraineté des Etats, mais aussi parce que les Saoudiens, soutenus par les Américains, ne voulaient pas voir l'Irak prendre le contrôle du Koweït et donc celui d'une partie des flux pétroliers du Golfe arabo-Persique.

Cette guerre de quelques jours est apparue comme la consécration de la formidable supériorité de l'armée américaine, confortant s'il en était besoin, le statut de première puissance mondiale des Etats-Unis.

Cette première guerre du Golfe ne suscita pas d'analyses vraiment géopolitiques. En effet, elle fut encore analysée comme une guerre classique avec l'invasion du plus fort, l'Irak contre un minuscule Etat, le Koweït, mais qui dispose du seul port en eaux profondes de la région, ce qui est un énorme atout pour recevoir les tankers indispensables à l'exportation du pétrole irakien. Mettre la main sur le Koweït était aussi le moyen de s'en approprier les richesses et faciliter ainsi le remboursement de la dette irakienne contractée auprès des Etats occidentaux durant les huit ans de guerre qu'avait durée l'affrontement avec l'Iran.

Si cette première guerre du Golfe ne fut pas qualifiée de géopolitique, ses conséquences le furent, souvenons-nous de l'attentat du 11 septembre 2001 et de ses répercussions toujours actuelles.

Cette dislocation de l'empire soviétique s'accompagna de conséquences politiques positives pour l'Europe : effondrement des régimes communistes dans l'Europe de l'Est, réunification de l'Allemagne et dissolution du Pacte de Varsovie, mais pas de l'OTAN.

Tout semblait donc devoir aller pour le mieux dans le meilleur des mondes démocratiques et le temps semblait venu de toucher les « dividendes de la paix », autrement dit, puisque les conflits étaient derrière nous, le budget des armées pouvait être réduit et attribués à d'autres domaines.

² Cette illusion ne tarda pas à être dissipée. En effet, dans les années 1990, la guerre frappait de nouveau le continent européen suite à la dislocation de la Yougoslavie. Le mythe du dépassement des nationalismes ethniques et religieux par le socialisme volait en éclat. L'Allemagne fut le premier Etat européen à reconnaître l'indépendance d'un des Etats fédérés yougoslaves, la Slovénie. Sans doute dans l'euphorie de sa réunification, le gouvernement allemand poussait au démantèlement de tous les pouvoirs communistes en Europe ; puis ce fut le tour de la Croatie, suivie aussitôt par le Vatican qui reconnut l'indépendance de ce pays catholique. Seule la France, et surtout son président, François Mitterrand, se montraient plus circonspects. En vérité, peu d'observateurs européens imaginaient que la reconnaissance de ces indépendances entraîneraient une guerre cruelle qui dura une dizaine d'années et fit plus de 250 000 morts. Pourtant, personne, pas même le nationaliste serbe Slodoran Milosevic, ne voulait reconstituer la Yougoslavie. En revanche, le dirigeant serbe voulait réunir dans un seul Etat l'ensemble des Serbes de Yougoslavie, nombreux hors de Serbie, surtout en Bosnie-Herzégovine et en Croatie ; au Kosovo ils étaient très minoritaires, la majorité de la population étant albanaise, mais le Kosovo était, et est toujours, considéré par les Serbes nationalistes

comme le « berceau » de la Serbie, de plus c'est au Kosovo que se trouvent les principaux monastères orthodoxes.

Loin de la « fin des territoires » c'était clairement leur retour et celui des frontières et aussi celui de la géopolitique. La découverte de la complexité territoriale de la répartition des ethnies religieuses et ethniques très imbriquées les unes dans les autres, résultat d'une longue histoire mouvementée, un temps masqué dans l'ensemble yougoslave, surprit nombre d'Européens. A deux heures de Paris on se battait pour conquérir ou sauvegarder du territoire qui n'avait pas d'autre valeur que celle symbolique d'être celui de la nation.

Dès lors le substantif ou l'adjectif géopolitique sont apparus très fréquemment sous la plume de journalistes et d'un géographe, Yves Lacoste.

3 Dans ce contexte de bouleversement, émergeait depuis les années 1980 un nouvel acteur, la Chine. En effet, son ouverture aux capitaux étrangers à l'initiative de Deng Xiaoping s'est avérée être un formidable accélérateur de la mondialisation aux conséquences économiques et sociales contradictoires -, positives et négatives - tant dans les riches pays développés que dans les pays du Tiers-Monde.

En devenant l'usine du monde la Chine a provoqué la désindustrialisation plus ou moins importante et rapide des pays développés. Ainsi, elle fut massive en France et beaucoup moins en Allemagne, touchant fortement les régions les plus industrialisées et mettant au chômage de nombreux ouvriers. Ce contexte favorisa le réveil de l'extrême-droite qui se saisit du thème de la défense de la Nation, en accusant,, à tort, les étrangers de prendre le travail des Français, thème qui sera repris dans l'ensemble des pays européens où le rejet de l'immigration est désormais massif. Or de cette désindustrialisation inattendue, avec son corollaire la montée du chômage chez les ouvriers, la CEE (on ne parlait pas encore d'Union européenne) fut rendue responsable, car ses dirigeants vantaient urbi et orbi les bienfaits du marché et de la concurrence. La Chine en ouvrant son marché et sa main d'œuvre très bon marché, attirait les entrepreneurs étrangers et bien sûr européens ce qui favorisait les délocalisations industrielles.

Dans ce contexte de libéralisme économique mondial où tout devait faciliter les échanges commerciaux, le marché est apparu à beaucoup comme le principal organisateur des relations internationales, et nombreux étaient ceux qui imaginaient que le doux commerce, cher à Condorcet, contribuerait à aplanir les tensions. Les intérêts économiques partagés allaient devenir tellement importants qu'ils éloigneraient le risque de la guerre. Autre illusion perdue depuis.

4 Enfin le quatrième facteur important du retour de la géopolitique est la multiplication des acteurs. Si les Etats restent des acteurs de premier plan, d'autres interviennent désormais dans les affaires du monde tant au niveau international que régional et local : les grandes institutions internationales, les ONG, les multinationales, les grandes collectivités territoriales comme les villes-monde etc.

Dans les années 1990, les analyses classiques des spécialistes de relations internationales, principalement politologues et historiens, ont eu de plus en plus de difficultés à rendre compte de ces profonds changements des rapports de force et de leur mondialisation. Désormais, il ne s'agit plus seulement d'analyser des conflits interétatiques mais aussi entre des mouvements religieux, des organisations clandestines, des entreprises multinationales y compris par l'intermédiaire de groupes armés. Et ces conflits se manifestent par des affrontements armés, par des actes de violences, de terrorisme, des alliances inattendues.

Dans ce nouveau contexte, les théories des relations internationales élaborées à la suite de la Seconde guerre mondiale, telles que le néoréalisme ou l'institutionnalisme libéral, centrées sur des conflits interétatiques, ne s'appliquaient plus, ou très mal, elles étaient devenues obsolètes. C'est pourquoi, il a fallu repenser les outils d'analyse des conflits.

En 1993, le géographe, Yves Lacoste, définit la géopolitique comme l'analyse des rivalités de pouvoir sur des territoires pour en prendre, ou en garder, le contrôle, et celui des populations comme des ressources. Mais surtout ce qui était jusqu'alors totalement négligé, et l'est encore trop souvent, Yves Lacoste insiste sur la nécessaire prise en compte des représentations contradictoires que se font les protagonistes du territoire en jeu, y compris les représentations les plus irrationnelles mais qui peuvent s'avérer très mobilisatrices. Ainsi, en février 2022 Vladimir Poutine a décidé d'envahir l'Ukraine, soit - disant pour la dénazifier et « libérer » les Ukrainiens. En vérité, cet Etat n'a, à ses yeux, comme à ceux de certains Russes, aucune raison de s'émanciper de la Russie puisqu'il appartient au monde russe, et ce depuis l'origine Kiev étant considéré dans l'historiographie russe comme le « berceau », le lieu d'origine de ce qui deviendra la Russie. La majorité des observateurs européens ne croyait pas à cette invasion malgré les informations fournies par le renseignement américain, car elle leur semblait aberrante. La Russie avait repris facilement le contrôle de la Crimée, cela devait lui suffire puisqu'elle préservait ainsi sa base navale de Sébastopol sur la mer noire et en outre, le front de la guerre dans le Donbass menée par les séparatistes pro-russes soutenus par le gouvernement russe, semblait stabilisé. Pourquoi prendre un tel risque et bafouer les règles internationales du respect de la souveraineté territoriale des Etats ? Mais Poutine pris dans sa représentation de l'inexistence d'un sentiment national ukrainien, ne pouvait concevoir la résistance et le courage

des Ukrainiens pour défendre leur patrie et surtout l'existence même de leur nation, ni dans celles de l'Occident à ses yeux décadent, en particulier l'UE, aussi n'imaginait-il pas que les Etats membres de l'UE viendraient au secours des Ukrainiens et les soutiendraient en apportant une aide militaire conséquente.

La méthode lacostienne

C'est dans Hérodote et les nombreux éditoriaux/articles qu'il y publie, qu'il met au point sa conception de la géopolitique et les méthodes pour la mettre en œuvre, finalisées dans le préambule du dictionnaire géopolitique publié sous sa direction en 1993. Il démontre la nécessaire association de l'étude des enjeux actuels à la recherche de causes anciennes et/ou récentes. Mener une analyse géopolitique implique d'envisager à la fois des territoires précis et des idées, car les rivalités de pouvoirs mettent en œuvre des représentations contradictoires : à tort ou à raison, chaque protagoniste à sa façon de voir les choses. Ce dictionnaire, le premier du genre, présente des situations et des problèmes géopolitiques avec des articles consacrés à tous les États et à leurs grandes subdivisions territoriales, mais également aux grands ensembles géopolitiques (le Moyen-Orient, le monde musulman, les Méditerranées, l'Occident, etc.).

Loin d'être une science, la géopolitique est un savoir, une méthode d'observation, un mode de raisonnement fondé sur la superposition et l'articulation de différents niveaux d'analyse spatiale (raisonnement diatopique) (**diapo**) pour comprendre et expliquer des événements conflictuels qui se déroulent sur un ou des territoires et qui font l'objet de représentations contradictoires (**diapos**) de la part des différents protagonistes. De même la recherche des causes plus ou moins anciennes de ces conflits nécessite de conduire un raisonnement historien (diachronique). C'est donc la combinaison des raisonnements diatopique et diachronique et la prise en compte des représentations contradictoires, vraies ou fausses mais mobilisatrices, que se font les acteurs du ou des territoires en jeu qui caractérisent la méthode scientifique géopolitique. Croiser les représentations contradictoires des protagonistes engagés dans le conflit est une façon rigoureuse d'assurer l'objectivité de l'analyse géopolitique. Pendant longtemps, par souci de scientificité, les géographes ont soigneusement évité de prendre en compte les facteurs politiques et donc leurs acteurs, car ils apparaissaient comme des contingences qui faussaient le fondement de l'analyse qui devait de résister au temps, marque de son caractère scientifique, et donc ignorer ce qui ne relevait pas de la structure. La géographie prenait ainsi la même orientation que l'histoire avec l'école des Annales qui s'intéressait aux évolutions des sociétés dans leur ensemble sur des temps longs à la recherche des structures qui fondaient les sociétés

et qui négligeait volontairement le rôle des acteurs. L'apport de grands historiens à la connaissance de sociétés historiques peu connues en particulier au Moyen - Age, mais aussi à l'époque moderne et même contemporaine, a été tel que cette nouvelle façon de faire de l'Histoire a rencontré un large écho, car les historiens continuaient à raconter des histoires passionnantes et qu'ils ne se sont jamais totalement coupés du champ politique. Il n'en a pas été de même avec la géographie que les géographes ont souvent limitée à l'enseignement mais qui, amputée du politique et donc de l'action, était devenue une discipline souvent ennuyeuse où il n'y avait qu'à apprendre et peu à comprendre. Cependant, dans les années 1960-70, avec l'aménagement du territoire, la géographie retrouve non seulement une autre raison d'être que le seul enseignement scolaire ou universitaire mais aussi sa vocation première connaître le territoire dans toute sa complexité physique et humaine pour pouvoir y agir efficacement que ce soit pour y faire la guerre ou l'exploiter.

La géopolitique locale

L'élévation du niveau des connaissances du citoyen, un moindre encadrement (affaiblissement de l'Eglise catholique et des partis politiques, en particulier le parti communiste), s'accompagnent de plus de contestations de certaines décisions politiques concernant l'aménagement des territoires (implantation d'aéroports, de lignes à haute tension, de barrages hydrauliques, d'autoroutes ...) et font l'objet de débats entre citoyens, représentants de l'Etat, élus locaux. La fréquence de ces contestations a conduit l'Etat à créer, en 1995, une Commission nationale du débat public pour les projets d'aménagements susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. Les sociétés démocratiques sont ainsi plus favorables que les régimes autoritaires aux débats géopolitiques locaux, car il s'agit bien de conflits géopolitiques dans lesquels s'affrontent des acteurs aux intérêts contradictoires quant au devenir d'un territoire, par exemple les agriculteurs partisans de la création de « mégabassines » contre les militants écologistes, défenseurs du libre accès à l'eau. Ces contestations et débats sont légitimes car l'aménagement du territoire n'est pas une science dont les lois imposeraient une seule façon d'agir, mais relève de choix politiques déterminés par les représentations contradictoires du territoire en jeu qu'en ont les citoyens et les élus.

Des conflits de plus en plus complexes et territorialisés

Au retour de la géopolitique est associé celui des territoires, au point d'en faire un acteur à part entière. On a rappelé que longtemps les politologues ont négligé le rôle des territoires dans le

déroulement des conflits privilégiant la nature des relations interétatiques fondées le plus souvent sur la puissance, approche favorisée par le contexte de la guerre froide. L'éclatement de l'empire soviétique à l'initiative de la Russie a indirectement redonné aux territoires toute leur importance et donc à l'analyse géographique qui seule sait combiner les facteurs physiques et humains et maîtriser le raisonnement multiscalaire. « Pas de géographie sans drame » disait le géographe Jean Dresch, autrement dit pas de géographie sans géopolitique, mais une géographie démocratique et citoyenne pour aider nos concitoyens à penser la complexité du monde .